

Point de conjoncture réalisé à partir des chiffres de l'IEOM



Alors que vient de s'ouvrir la troisième édition de la conférence économique organisée à la Présidence, c'est l'occasion de faire un point de conjoncture.

De là à dire que « *tout baigne* »...ce serait mentir ! Mais nous sommes loin de la « *catastrophe sociale* » dépeinte par les états majors politique d'opposition qui, en cette période électorale des Législatives, voudraient nous faire croire que tout ira mieux demain en envoyant des députés à Paris.

Aussi, jetons un œil sur les chiffres présentés par le patron de l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM), Claude Périou, que nul ne peut remettre en cause.

Premier constat, essentiel : depuis 2014, le climat des affaires est au beau fixe. En fait, l'indicateur (ICA) a réalisé un bon spectaculaire à partir du deuxième semestre 2015. Selon un dernier pointage au premier trimestre, il se situe au-delà de 110.

Les chefs d'entreprises ont donc le moral et sont optimistes pour l'avenir. Ce qui se traduit par un net ralentissement des défaillances d'entreprises. Après une brusque accélération observée en 2013, il aura fallu attendre 2015 pour constater une décrue.

L'IEOM note également une croissance ininterrompue de la masse monétaire avec une progression annuelle de 3,1% au premier trimestre 2017. Cela signifie davantage d'argent dans les dépôts à vue et les comptes sur livrets, parallèlement à un reflux des dépôts à terme.

Du côté des Banques, l'Institut se félicite de voir le marché du crédit soutenu par l'investissement. C'est particulièrement vrai pour les crédits à l'habitat des ménages (+2,7% au premier trimestre 2017/2016) mais également au niveau de l'équipement des entreprises (+2,1%). Il n'empêche que celles-ci sont régulièrement pointées du doigt en ce qu'elles ne participent pas suffisamment à l'effort de relance économique attendu par le Pays.

L'explication se trouve certainement au travers « *une situation bancaire en décalage* ». En effet, le produit net bancaire a accusé une baisse de 1% en 2016 après -2% les trois années précédentes. En cause, toujours selon l'Institut, « *une activité de crédit peu dynamique face à des dépôts importants, conjuguée à des taux bas et une évolution limitée des tarifs bancaires* ».

Photo: Présidence